

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 45 (1995)
Heft: 1: Statistikgeschichte = Histoire des statistiques

Artikel: Quelques jalons bibliographiques autour de l'histoire des statistiques
Autor: Busset, Thomas / Müller, Bertrand / Surdez, Muriel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-81125>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quelques jalons bibliographiques autour de l'histoire des statistiques

Baliser un champ de recherche assez neuf en Suisse, montrer les lacunes d'une forme d'histoire et de réflexion sur la connaissance statistique, pointer ici quelques-uns des travaux récents et là souligner un ouvrage marquant l'histoire des statistiques sur laquelle se greffent de nombreuses questions d'histoire, se rencontrent aussi des spécialistes venus d'horizons parfois très éloignés – que l'on songe simplement à la rencontre difficilement imaginable en d'autres lieux des historiens des sociétés politiques et des historiens des sciences, voire même des techniciens du chiffre qui se font historiens pour mieux comprendre les profonds enracinements politiques et sociaux de leur pratique, tels sont les points centraux autour desquels voudraient s'articuler les quelques éléments bibliographiques qui suivent. Ils n'ont aucune prétention à l'exhaustivité.

En préambule, il convient toutefois de souligner les efforts entrepris depuis plusieurs années par Hans-Ulrich Jost à l'Université de Lausanne. Avec l'aide financière du F.N.R.S. et de l'OFS, il a commencé une recherche approfondie sur l'histoire des statistiques en Suisse dès septembre 1990. La première étape de cette entreprise ambitieuse a été une histoire du recensement de la population, financée par l'OFS. Prolongées, dans une perspective plus large et avec l'aide du F.N.R.S., par un projet intitulé «Histoire de la statistique fédérale depuis la fin de l'Ancien Régime», ces recherches¹ ont abouti à deux publications dont nous rendons compte ci-dessous et à une journée d'étude sur l'histoire de la statistique qui s'est tenue à l'Université de Lausanne le 17 juin 1994 et à laquelle ont participé certains des collaborateurs à ce numéro. L'équipe de H.-U. Jost prépare actuellement une nouvelle étude sur l'Union des Offices suisses de statistique (UOSS) et l'histoire de la statistique publique de ce siècle qui devrait paraître à l'occasion du 75^e anniversaire de l'UOSS.

B.M.

L'histoire de la statistique officielle en Suisse: état des lieux

Cet état des lieux ne vise pas à l'exhaustivité, puisqu'il a été réalisé en privilégiant les problématiques relevant de la démographie et, sur le plan institutionnel, de l'Office fédéral de la statistique, anciennement Bureau fédéral de statistique². Or,

1 Mentionnons encore la requête intitulée «Mise en place et développement du Bureau fédéral de statistique» qui a permis de poursuivre la recherche jusqu'en octobre 1994. Ce programme ambitieux a été réalisé avec un seul demi-poste d'assistant, ce qui est bien, mais aussi bien peu assurément. Il faut souhaiter que les difficultés financières ne viennent compromettre ces recherches en cours.

2 La dénomination allemande a, pour sa part, changé deux fois. Jusqu'en 1929, le service s'appelle «Eidgenössisches Statistisches Bureau», puis «Eidgenössisches Statistisches Amt», et enfin, depuis 1979, «Bundesamt für Statistik».

si ce dernier est bien le principal fournisseur de données en Suisse, de nombreuses autres institutions œuvrent dans le même sens: en 1992, l'*Union des offices suisses de statistique* qui regroupe en son sein les offices et services de statistique de la Confédération, des cantons, des communes, de la Principauté de Liechtenstein et quelques autres organismes actifs dans le domaine, comptait pas moins de quarante-quatre membres collectifs dans ses rangs³. Le but de ce survol est donc moins de fournir des pistes de réflexion et des problématiques nouvelles que d'indiquer les thèmes et les orientations des principaux auteurs qui se sont intéressés au sujet; à ce propos, il a paru utile de signaler au passage à quels titres ces derniers, souvent inconnus des historiens, se sont exprimés.

A l'image de la statistique officielle du XIX^e siècle, l'étude de ce champ de l'activité étatique démarre avec retard en Suisse. Alors qu'à l'étranger divers travaux d'envergure ont vu le jour au cours des vingt dernières années, l'historiographie helvétique est restée quasi muette sur le sujet. Le décalage qui en résulte, pour fâcheux qu'il soit, peut toutefois constituer une chance dans la mesure où il offre la possibilité de «prendre un train bien en marche»: du reste, l'«internationalisme» du mouvement statistique en fait un domaine où la perspective comparatiste n'est pas seulement souhaitable mais bien obligatoire.

Sur le plan international, les travaux entrepris en France notamment offrent, de par leur richesse, d'utiles si ce n'est d'indispensables points d'ancrage. Ainsi, les deux tomes publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) sous le titre *Pour une histoire de la statistique*⁴, constituent une première référence incontournable – le premier s'intéresse à l'histoire, le second est axé sur des problématiques contemporaines –, traitant d'aspects aussi variés que les statistiques démographiques, économiques, sociales, criminelles, morales, régionales, patrimoniales, pour ne citer que les principales. Le livre de Jacques et Michel Dupâquier sur l'histoire de la démographie⁵ est quant à lui le renvoi obligé pour ce qui a trait aux statistiques de la population; à l'instar de nombreuses autres études historiques, ce travail, qui brosse un tableau de la production internationale, s'arrête à la Première Guerre mondiale. De façon générale, il s'avère du reste que l'entre-deux-guerres et le dernier demi-siècle n'ont été que peu explorés par les historiens. La statistique industrielle française a été abordée par Michel Volle qui est également l'auteur d'un essai sur le «métier» de statisticien⁶. Ces travaux montrent, par leur seule diversité, que la statistique mêle, comme le confirme Hervé Le Bras⁷ dans sa contribution aux ouvrages consacrés aux «lieux de mémoire», des niveaux aussi variés que les nécessités de l'administration, l'idéal d'une connaissance large des hommes et de leurs conditions de vie, et la statistique économique. Enfin, il reste à mentionner la somme que constitue l'ouvrage d'Alain Desrosières, *La politique des grands nombres*, sur lequel nous reviendrons un peu

3 Voir *Statistique suisse: 44 offices vous informent*, Berne, 1992 (*Forum statisticum*, 30, octobre 1992). *Forum statisticum*, la revue de l'UOSS, paraît depuis une vingtaine d'années; annuelle, elle est réservée pour l'essentiel à la présentation des documents de l'assemblée de l'association.

4 *Pour une histoire de la statistique*, Paris, Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), 2 vol., 1977/1987.

5 Jacques et Michel Dupâquier: *Histoire de la démographie. La statistique de la population des origines à 1914*, Paris, Perrin, 1985.

6 Michel Volle: *Histoire de la statistique industrielle*, Paris, Economica, 1982; du même: *Le métier de statisticien*, Paris, Economica, 1984 (2^e éd.).

7 Hervé Le Bras: «La statistique générale de la France», dans: *Les lieux de mémoire, II: La nation*, (sous la dir. de P. Nora), Paris, Gallimard, 1986, p. 317–353.

plus loin⁸; le lecteur y trouvera en particulier de nombreux renvois à la littérature internationale. A ce propos, ce tour d'horizon se doit de signaler, à tout le moins, les travaux de Margo J. Anderson sur le recensement américain de la population, et de Simon Szreter sur la statistique officielle britannique⁹. Le cas de l'Allemagne a été remarquablement analysé par Wolfgang Bonss sous l'angle de la relation entre la statistique administrative et les sciences sociales¹⁰.

Cette littérature récente a pu s'appuyer, sur le plan factuel du moins, sur toute une série d'études beaucoup plus anciennes qui restent néanmoins intéressantes à plus d'un titre. Entre autres auteurs, Vincenz John – privat-docent à l'Université de Berne en 1880, puis professeur à Prague dès 1884 – a figuré parmi les pionniers de l'histoire des idées dans le domaine des statistiques¹¹. Un volume collectif édité à l'occasion du 75^e anniversaire de l'American Statistical Association¹² offre une série d'études monographiques sur les offices de statistique de dix-sept Etats; symptomatiquement, la Suisse n'est pas du nombre! Harald Westergaard, professeur de statistique à l'Université de Copenhague, est l'auteur d'une approche comparative qui, elle aussi, va jusqu'à la Première Guerre mondiale¹³. Enfin, qui s'intéresse d'un peu plus près à la statistique du XIX^e siècle rencontre fréquemment des renvois à des manuels ou des traités destinés à l'enseignement de la statistique, qui, en effet, accordent une part plus ou moins importante de leurs pages à des considérations historiques; leurs auteurs, par leurs contacts au sein d'institutions internationales comme le Congrès puis l'Institut international de statistique étaient souvent bien informés sur la situation dans la plupart des Etats affiliés¹⁴.

En Suisse, la démographie et, plus généralement, la statistique historiques connaissent un fort développement depuis une à deux décennies; pour la première nommée, Anne-Lise Head-König a donné récemment un survol très fouillé des travaux réalisés dans le domaine¹⁵. On attend par ailleurs avec impatience la parution – annoncée chez Chronos pour l'automne 1995 – d'une monumentale statistique historique de la Suisse éditée par Heiner Ritzmann-Blickensdorfer et Hansjörg Siegenthaler. En revanche, l'histoire du contexte social et politique de la production de statistiques n'a plus guère retenu l'attention des chercheurs depuis

8 Voir ci-dessous, p. 133.

9 Margo J. Anderson: *The American Census: A Social History*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1988; Simon Szreter: «Introduction: The G[eneral] R[egister] O[ffice] and the Historians», *Social History of Medicine*, (1991), p. 401–412.

10 Wolfgang Bonss: *Die Einübung des Tatsachenblicks. Zur Struktur und Veränderung empirischer Sozialforschung*, Francfort-sur-le-M., Suhrkamp, 1982.

11 V[incenz] John: *Geschichte der Statistik. Ein quellenmässiges Handbuch für den akademischen Gebrauch wie für den Selbstunterricht*; Erster Teil. *Von dem Ursprung der Statistik bis auf Quetelet (1835)*. Stuttgart, Enke, 1884. A ma connaissance, il n'y a pas eu de suite à ce qui devait n'être que la première partie de l'œuvre.

12 John Koren (éd.): *The History of Statistics. Their Development and Progress in Many Countries*, New York, Macmillan / The American Statistical Association, 1918.

13 Harald Westergaard: *Contributions to the History of Statistics*, Londres, King and Son, 1932.

14 A titre d'exemples, on peut citer Jacques Bertillon: *Cours élémentaire de statistique*, Paris, Société d'éditions scientifiques, 1895, ou Georg von Mayr: *Statistik und Gesellschaftslehre*, I, Tübingen, 1914.

15 Anne-Lise Head-König: «Démographie et histoire des populations de la Suisse de l'an mil au XIX^e siècle: un état de la recherche récente», in *L'histoire en Suisse: Bilan et perspectives – 1991*, Bâle, Schwabe & Cie SA, 1992, p. 114–136; voir également Beatrix Mesmer: «Familienformen und gesellschaftliche Strukturen», in T. Fleiner-Gerster, P. Gilliand, K. Lüscher (éd.): *Familien en Suisse*, Fribourg, Editions Universitaires, 1991, p. 32–34.

l'entre-deux-guerres, hormis l'étude de Wilhelm Bickel qui, dans son ouvrage désormais classique, *Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik der Schweiz seit dem Ausgang des Mittelalters*¹⁶, fournit quelques timides esquisses. Paradoxalement peut-être, les études les plus stimulantes portent sur l'Ancien Régime¹⁷ et la République helvétique. Concernant cette dernière, Markus Mattmüller a livré une analyse très intéressante du contexte politique du recensement de la population de 1798, une opération inachevée qui, du fait que le gouvernement avait décidé de rendre public les résultats, se situait partiellement en rupture avec les dénombremments plus anciens¹⁸.

Vu l'absence de contributions récentes, on est obligé de se référer pour une large part à des travaux anciens, le plus souvent antérieurs à la Deuxième Guerre mondiale. Cette littérature relativement abondante à laquelle bon nombre de statisticiens ont contribué, témoigne de l'intérêt que les praticiens ont alors porté à leur histoire, ce qui constitue en soi une raison supplémentaire à leur lecture attentive. Dans leur ensemble, les écrits peuvent être répartis schématiquement en deux courants dominants. Le premier groupe privilégie la dimension institutionnelle ou politique. C'est notamment le cas des diverses publications que l'on doit à Naüm Reichesberg qui fut privat-docent (1893), puis professeur ordinaire (1906) à l'Université de Berne et, par ailleurs, un fervent partisan de la mise sur pied d'une statistique sociale en Suisse¹⁹. Parmi les autres précurseurs, il faut mentionner Wilhelm Gisi²⁰ – le rédacteur du *Journal de statistique suisse* durant la années 1871 à 1874 –, Johann Jakob Kummer²¹, directeur du Bureau fédéral de statistique de 1873 à 1885, et Emil Gfeller²². Des essais plus récents, tel celui d'Anton Meli²³, un successeur de Kummer, sont quant à eux plus proches de chroniques que de véritables études historiques. Le second courant est axé sur une logique propre au développement et au perfectionnement de la «technique statistique». Dans cette optique, la statistique progresse en fonction des expériences d'une part, et des demandes de l'administration de l'autre. Un bon exemple de ce type d'approche est fourni par un article d'Arnold Schwarz sur le recensement fédéral de la population²⁴; l'auteur y décrit les progrès enregistrés dans les définitions de notions comme la population, mais aussi les changements intervenus dans le questionnaire au cours des éditions successives de l'opération entre 1850 et 1920. Plus près de

16 Wilhelm Bickel: *Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik der Schweiz seit dem Ausgang des Mittelalters*, Zurich, Gutenberg, 1947.

17 Voir en particulier Christian Simon: «Hintergründe bevölkerungsstatistischer Erhebungen in Schweizer Städteorten des 18. Jahrhunderts», in *Revue Suisse d'Histoire*, 1984, p. 186–205.

18 Markus Mattmüller: «Der politische Kontext der Helvetischen Volkszählung von 1798», in André Schluchter et al.: *Die Bevölkerung der Schweiz um 1800*, Berne, Office fédéral de la statistique, 1988.

19 Cf. en particulier: *Die amtliche Statistik in der Schweiz; Geschichte und Organisation*, Berne, 1910.

20 [Wilhelm Gisi]: «Das eidg. statistische Bureau und die schweizerische Statistik», in *Journal de statistique suisse (JSS)*, 1873, p. 66–74.

21 J[ohann] J[akob] Kummer: «Geschichte der Statistik in der Schweiz», in *JSS*, 1885, p. 1–32.

22 Emil Gfeller: «Stefano Frascini, ein Förderer der schweizerischen Statistik. Darstellung seines Lebens und Wirkens mit anschliessender Übersicht über die Entwicklung der Statistik in der Schweiz seit der Gründung des eidg. statistischen Bureaus (1860)», in *JSS*, 1898, p. 665–743.

23 Anton Meli: «Geschichte und Organisation der Statistik», in *Handbuch der schweizer. Volkswirtschaft*, Vol. II, Berne, Benteli, 1955, p. 354–359. Au moment de la parution de l'article, Meli était adjoint du directeur du BFS, service dont il prendra la tête en 1957.

24 Arnold Schwarz: «Die eidgenössische Volkszählung seit 1850; Eine vergleichende Übersicht», in *Journal de Statistique et Revue économique suisse (JSRES)*, 1925, p. 379–397.

nous, Jean-Jacques Senglet, directeur du Bureau fédéral de statistique, a esquissé un aperçu de l'évolution sur le long terme de la statistique officielle²⁵. L'auteur distingue quatre périodes successives: la première va jusqu'au début du XX^e siècle et porte avant tout sur l'élaboration de données démographiques, la seconde, qui correspond *grosso modo* à l'entre-deux-guerres, est «caractérisée par une évolution plutôt désordonnée de la documentation statistique et par un fractionnement de l'observation économique, de la recherche conjoncturelle et de l'information quantitative», la troisième, qui va du début des années 1950 à la fin de la décennie suivante, se définit par «une meilleure intégration de la documentation et par l'élaboration de tableaux statistiques d'ensemble en matière de circuit et de structures économiques», la dernière enfin, qui ne ferait que commencer, est marquée par le débat sur le progrès et plus spécialement sur la «qualité de la vie». En regard de l'évolution générale, la Suisse et son «système fortement décentralisé», établi «de façon pragmatique», sont, comme au siècle précédent, caractérisés par leur retard, notamment en matière de coordination.

Quelques études, quoique moins générales, méritent elles aussi d'être signalées. A propos de l'histoire des institutions statistiques, on peut rappeler que le premier secrétaire du Bureau fédéral de statistique, qui était par ailleurs actuaire de la *Société suisse de statistique*, Johannes Stössel, avait tenté, en 1867, une première et courte esquisse²⁶; ce texte n'a toutefois qu'un caractère très embryonnaire par rapport à ceux de Kummer et de Reichesberg. En ce qui concerne les offices de statistique cantonaux ou municipaux, le travail d'Oskar H. Jenny, le responsable du service de Bâle-Ville, paru en 1941²⁷, complète les informations factuelles fournies par les auteurs cités plus haut. A l'occasion d'anniversaires, divers offices ont fait paraître une brochure ou un article relatant de façon plus ou moins détaillée l'histoire et les activités du service. La publication du jubilé présentée par le bureau de statistique du canton de Berne, par exemple, contient en outre un inventaire exhaustif des travaux et des publications qu'il a réalisés²⁸. Pour sa part, la ville de Zurich a fait office de pionnière en se dotant d'un service de statistique en 1893, auquel son directeur, A. Senti, a consacré un article au moment du cinquantenaire²⁹; on y apprend en particulier que son prédécesseur, Heinrich Thomann, a été le premier en Suisse à disposer d'une véritable formation de statisticien au moment d'accéder à une charge directoriale. Un second office de statistique municipal sera ouvert en 1918 à Berne³⁰.

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, en Suisse comme ailleurs, la réalisation de nombreux relevés statistiques et autres enquêtes résultent d'initiatives privées.

25 Jean-Jacques Senglet: «Aperçu de l'évolution de la statistique officielle», in *Festschrift Bundesrat H. P. Tschudi*, Berne, Bubenbergr-Verlag AG, 1973, p. 289–301.

26 J[ohannes] Stössel: «Kurze Rundschau auf dem Gebiete der schweizerischen Statistik», in *JSS*, 1867, p. 209–213.

27 Oskar H. Jenny: «Die Entwicklung der kantonalen und kommunalen Statistik», in *Schweizerische Wirtschaftsfragen*, Bâle, Helbing und Lichtenhahn, 1941, p. 104–120 (Festgabe für Fritz Mangold, herausgegeben von der Schweizerischen Gesellschaft für Statistik und Volkswirtschaft).

28 C[hristian] Mühlemann: *Geschichte und Tätigkeit des statistischen Bureaus des Kantons Bern von 1848–1898*, Berne, Buchdruckerei Michel & Büchler, 1898 (Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus, 1898/I).

29 A. Senti: «Fünfzig Jahre Zürcher Statistik», in *Zürcher Statistische Nachrichten*, 20, 1943, p. 1–54.

30 Gerhard Steffen: «75 Jahre stadtbernische Statistik», in *1918–1993: 75 Jahre Amt für Statistik der Stadt Bern*, Berne, Präsidialdirektion der Stadt Bern, 1993, p. 39–44.

Entre 1896 et 1911 par exemple, C. Zuppinger, directeur de la police municipale de St-Gall, publie régulièrement, à titre personnel, des indications sur les prix des denrées de première nécessité. Vu l'intrication historique des sphères publique et privée en la matière, le détour par l'étude de la sociabilité statisticienne est souvent indispensable. A ce propos, nous sommes heureusement relativement bien renseignés sur l'histoire de la *Société suisse de statistique*, fondée en 1864, grâce à sa revue, le *Journal de statistique suisse*³¹, qui publie notamment les comptes-rendus des assemblées annuelles. De surcroît, les anniversaires ont donné lieu à divers articles et chroniques³². Parmi les sections cantonales, peu sont parvenues à maintenir une activité durable; c'est à l'une d'elle, la *Statistisch-Volkswirtschaftliche Gesellschaft zu Basel*, qu'est consacré un livre richement documenté – biographies des principaux protagonistes, liste des manifestations et des publications, etc. –, publié lui aussi à l'occasion du jubilé³³. Enfin, un fascicule de près d'une cinquantaine de pages rédigé par Hans Freudiger, le premier chef du bureau de statistique de la ville de Berne, fournit de précieux renseignements de même que la transcription de divers documents relatifs aux tentatives successives de créer une association professionnelle de statisticiens dès la fin des années 1880 et à l'*Union des offices suisses de statistique* (UOSS), fondée en 1920³⁴.

Parmi les écrits sur la statistique, une place de choix revient au genre biographique. Jusqu'à l'entre-deux-guerres, le *Journal de statistique suisse* publie de nombreuses notices biographiques – en général des nécrologies –, souvent rudimentaires il est vrai, portant sur les personnalités liées à l'essor de la statistique suisse. Si le ton de ces écrits reste cantonné dans l'hagiographie, certains n'en méritent pas moins d'être relevés; c'est le cas des biographies que Fritz Mangold a consacrées, dans l'édition de 1939, à Edmund Wilhelm Milliet, Julius Landmann et Traugott Geering, qui, à des titres divers, ont fortement marqué la statistique suisse du début de ce siècle. On ne sera sans doute guère surpris d'apprendre qu'une attention particulièrement grande a été vouée aux personnalités qui se sont illustrées sur le plan politique également, que ce soit comme magistrats – Stefano Franscini³⁵, Johannes Stössel, Johann Jakob Kummer, Peter Conrad, etc. – ou en tant que membres d'une assemblée législative, tels Herman Greulich ou Hermann Kinkelin.

Notons enfin l'existence de deux manuels qui ont essayé de donner une vue transversale des domaines touchés par la statistique officielle, à laquelle ils consacrent plusieurs articles. Il s'agit du *Handwörterbuch der schweizerischen Volks-*

31 Le numéro spécimen paraît en novembre 1864. Par la suite, la revue changera par deux fois de nom: elle deviendra *Journal de statistique et Revue économique suisse* (JSRES) en 1916, pour s'appeler *Revue suisse d'Economie politique et de Statistique* (RSEPS) dès 1944.

32 Cf. pour la période étudiée ici: Armand Chatelanat: «La Société de statistique suisse depuis sa fondation», in *JSS*, 1876, p. 179–192; «Jubiläumschronik der schweizerischen statistischen Gesellschaft 1864–1889», in *JSS*, 1890, p. 122–128; Hermann Bächtold: «Die Schweizerische statistische Gesellschaft», in *JSS*, 1914, p. 247–280; Hermann Bächtold, «Ursprung und Entwicklung der schweizerischen Statistischen Gesellschaft», in *JSRES*, 1924, p. 374–382; Fritz Mangold: «75 Jahre Schweizerische Statistische Gesellschaft», in *JSRES*, 1939, p. 397–409.

33 F[riz] Mangold: *Die Statistisch-Volkswirtschaftliche Gesellschaft zu Basel 1870–1930*, Bâle, Birkhäuser, 1931.

34 Hans Freudiger: *25 Jahre Verband Schweizerischer statistischer Ämter (V.S.S.A.)*, Berne, [1946] (brochure ronéotypée).

35 On se doit de signaler la réédition de Stefano Franscini: *Statistica della Svizzera* (a cura di Raffaello Ceschi), Locarno, Armando Dadò, 1991 (v.o. 1827); l'ouvrage est précédé d'un texte introductif de l'éditeur.

wirtschaft édité en 1911 par Naüm Reichesberg³⁶, et du *Handbuch der schweizerischen Volkswirtschaft* publié en 1939 et, entièrement revu, en 1955 par la *Société suisse de statistique et d'économie politique*; la première édition de cet ouvrage comporte vingt-six et la seconde pas moins de quarante-cinq notices différentes, avec renvois bibliographiques, allant des statistiques agraires aux enquêtes sur les logements³⁷. Ces textes constituent autant de clés ou d'entrées en matière utiles pour toutes les études qui viseraient à éclairer l'une ou l'autre des facettes encore inexplorées du champ de la statistique officielle en Suisse.

Au début des années 1990 encore, seules quelques recherches ponctuelles ont vu le jour, cependant, elles restent encore trop peu nombreuses; de façon symptomatique, deux d'entre elles, qui ont trait à la statistique sociale, n'ont pas été portées à la connaissance d'un large public. Dans son mémoire de licence présenté à l'Université de Berne, Gabor Bugner a retracé à travers les différentes étapes de l'institutionnalisation de la statistique sociale, qui se concrétise par l'adjonction, en 1921, d'un service de statistique à l'Office fédéral du travail dont la création avait été décidée l'année précédente³⁸. La perspective adoptée par Jakob Tanner est plus large, puisqu'elle part d'une réflexion théorique sur l'avènement du calcul des probabilités et de ses retombées sociales. A l'exemple du cas suisse, Tanner montre ensuite très bien le caractère ambivalent de la statistique sociale, qui, d'une part, fait office de révélateur de la pauvreté et de l'inégalité, et, de l'autre, livre des connaissances et des moyens d'action aux élites politiques à l'instar de nombreuses autres études historiques³⁹.

Thomas Busset, Münchenbuchsee

En Suisse: deux travaux récents...

A l'histoire du recensement fédéral, Thomas Busset a consacré une étude, assez brève, qui se propose de poser quelques jalons d'une histoire de la statistique officielle en Suisse⁴⁰. Une première partie, la plus conséquente, est consacrée à une périodisation des recensements fédéraux depuis leur création en 1850 jusqu'au dernier recensement fédéral de 1990. L'histoire des recensements fait apparaître une notion centrale, celle de population dont le sens a varié et qui est au centre de la seconde partie. Dans la dernière partie, ce sont les représentations sociales et les résistances à la menace inquisitoriale des recensements qui sont passées en revue.

L'émergence des enquêtes démographiques en Suisse se révèle plus tardive qu'à l'étranger. Un premier recensement est effectué en 1798 par la République helvétique, mais son enjeu est essentiellement militaire, puis en 1850, le conseiller

36 Naüm Reichesberg (éd.): *Handwörterbuch der schweizerischen Volkswirtschaft*, III: *Sozialpolitik und Verwaltung*, Berne, Verlag Encyklopädie, 1911.

37 *Handbuch der schweizerischen Volkswirtschaft*, II, Berne, Benteli, 1939 p. 343–376; *idem*, 1955, p. 354–414.

38 Gabor Bugner: *Entwicklung und Ausbreitung der Sozialstatistik in der 2. Hälfte des 19. Jahrhunderts am Beispiel der Schweiz*, Bienne, 1992 (Mémoire de licence de l'Université de Berne).

39 Jakob Tanner: «Wahrscheinlichkeitskalkül und Klassenkampf; Sozialstatistik, "Massenerscheinungen" und "reale Wirklichkeit" in Industriegesellschaften am Beispiel der Schweiz (1890–1939)», [Bâle, 1991], (dactyl., communication présentée au Sozialarchiv de Zurich). Cette réflexion a été partiellement reprise par l'auteur dans le cadre de son habilitation, *Ernährungswissenschaft, Industriearbeit und Volksernährung in der Schweiz (1890–1959)*, qui paraîtra en 1995.

40 *Pour une histoire du recensement fédéral suisse*, Berne, Office fédéral de la statistique, 1993. Avant-propos de Werner Haug et préface de Hans-Ulrich Jost. Egaleme nt en allemand.

fédéral et statisticien Franscini réalise en 6 jours le premier recensement de l'Etat moderne. C'est en 1860 (loi fédérale du 3 février, révisée en 1888) que sont établies les règles et la pratique du recensement décennal. Avec l'approbation de la loi du 20 janvier de la même année instituant un Bureau fédéral de statistique (dont Thomas Busset analyse dans ce numéro la naissance), puis l'uniformisation des règles concernant l'état civil (1874), et enfin l'introduction de l'«enveloppe de ménage» (1900), remplacée bientôt par le «questionnaire individuel» sont en place les instruments législatifs et techniques du recensement. L'intérêt du travail de Busset est de nous proposer une première périodisation de l'histoire du recensement fédéral. Des quatre périodes retenues, qui seront sans doute affinées dans un travail plus important et plus approfondi, on retiendra une histoire assez mouvementée, marquée d'abord, en comparaison européenne, par un décollage tardif, suivi d'une période d'enthousiasme lorsque l'instrument de gouvernement que sont les statistiques démographiques s'inscrit également dans le cadre des revendications sociales du mouvement ouvrier au tournant du siècle, de plus grande misère pour les statisticiens dans les années trente – la crise ne favorise guère l'exploitation des données accumulées –, de pragmatisme qui caractérise le développement des années cinquante – les préoccupations sont alors essentiellement techniques, voire même technocratiques et l'informatisation progressive des enquêtes et du traitement oblitèrent les enjeux plus spécifiquement politiques sous-jacents. Mais au-delà des circonstances conjoncturelles, quelques traits plus structuraux apparaissent. Busset insiste notamment sur la césure des années 1910–1920. Elle ouvre une longue période de stagnation des statistiques démographiques fédérales supplantées par le développement des statistiques spécifiquement économiques. Sur ce tournant, Busset est un peu rapide, il se contente d'évoquer les débats controversés sur l'introduction éventuelle de questions sur le chômage et signale la création de l'Office fédéral du travail en 1920. Il y aura lieu d'approfondir sans doute cette séparation de la démographie et de l'économie. L'autonomisation de deux institutions statistiques n'a guère favorisé l'élaboration d'une véritable statistique sociale en Suisse, aujourd'hui encore inexistante.

D'autres éléments ressortent encore de ce survol. Sur les enjeux et les résistances, nous y reviendrons, mais, dans un registre plus technique en apparence seulement, il faut noter la très grande stabilité des enquêtes dont les principes, et les questionnaires sont établis très tôt. Il aura fallu, certes, près d'un demi-siècle pour que les cadres du recensement soient fixés (en particulier que s'impose le bulletin individuel, en concurrence avec le bulletin de ménage) et uniformisés au plan national. Une analyse fine des questionnaires eux-mêmes, des questions, de leur formulation, des débats liés à l'introduction de nouvelles questions, – rares, semble-t-il et liée souvent à des préoccupations conjoncturelles –, aux formes mêmes des questionnaires et aux modalités concrètes des recensements reste à faire.

Mais précisément qu'est ce que la population? Comment la définir d'un point de vue statistique? Comment dénombrer? Cette question «nodale» fait l'objet de la seconde partie du travail. Elle met en cause d'autres notions étroitement corrélées: le ménage, la famille, l'appartement, l'immeuble, etc. Dès le départ, se distinguent et s'opposent la «population de fait ou de présence» et la «population de domicile ou de résidence». Cette distinction devait permettre de prendre en compte les flux migratoires et la mobilité de la population au moment précis des enquêtes. Ce n'est qu'à partir de 1941 que la seconde définition l'a emporté sans pour autant clore les débats.

Les recensements de la population ont toujours suscité des réactions inquiètes et parfois hostiles. Busset en analyse les traits généraux sous trois angles: l'attitude de la population dans l'optique des statisticiens, les adaptations gouvernementales par le biais des ordonnances fédérales, enfin les campagnes de popularisation menées dans les écoles et par les médias. Dans cette perspective, ce sont moins les attitudes de la population elle-même que l'on peut lire mais leur traduction et leur interprétation par les milieux administratifs et gouvernementaux. En écho résonnent les thèmes de l'atteinte à la liberté, des représailles fiscales ou des menaces militaires. Les textes législatifs ont évolué dans la tension maintenue entre «l'obligation de renseigner», le respect de la sphère privée et, avec l'informatisation des recensements, la «protection des données», accompagnés de mesures pénales à l'égard des récalcitrants. L'action répressive s'est doublée d'une politique éducative originale, transformant certains des recensements en un surprenant «moment d'éducation civique». Ainsi, en 1888 et en 1900, les élèves des classes supérieures sont convoqués pour «tester» la population et les procédures.

Busset met en évidence l'importance croissante dès la seconde moitié du XIX^e siècle d'un «groupe d'experts», les statisticiens, dont la sociologie reste à faire. La Société suisse de statistique, fondée en 1864, n'a encore fait l'objet d'aucune étude d'ensemble. Ce champ d'étude ouvre assurément d'intéressantes perspectives pour l'étude des élites politiques et administratives de ce pays. Dans une autre étude sur le *Journal de Statistique Suisse* (JSS), Th. Busset et Diana Le Dinh proposent d'analyser l'évolution sociale de ses collaborateurs selon une double démarche d'institutionnalisation et de professionnalisation de la statistique. Ce processus, particulièrement net dès le début du siècle, n'est pas propre à la Suisse. Mais ce qui ressort, c'est l'interférence maintenue entre l'administration publique et l'initiative privée: le milieu fondateur de la Société suisse de statistique est lié au services de l'Etat mais aussi aux milieux philanthropiques puisque ses acteurs se recrutent, pour une part, parmi les membres de la Société suisse d'utilité publique. La société se dote rapidement d'un organe soutenu financièrement par la Confédération et dont les contributions émanent pour partie des fonctionnaires fédéraux. La Première Guerre mondiale marque un tournant décisif et une réorientation: les articles hétéroclites font place à une production de plus en plus spécialisée. Sous l'impulsion notamment de Julius Landmann⁴¹ s'affirment plus nettement les préoccupations économiques du JSS. En 1916, le titre s'enrichit de la mention *Revue économique suisse* et depuis 1944 c'est cette seconde dénomination qui s'inscrit en titre de la revue.

Ces publications ont le mérite de baliser un champ de recherche centré pour l'instant sur la statistique administrative fédérale, elles gagneront à s'enrichir d'études sur les institutions cantonales et municipales, sans négliger la production des organisations économiques, ni sous-estimer les relations étroites qui unissent praticiens et théoriciens des statistiques.

Bertrand Müller, Lausanne

41 Auquel nous consacrerons un article dans le prochain numéro.

Les statistiques: entre histoire de l'Etat et histoire des sciences, une histoire de l'objectivation des catégories

L'intérêt actuel pour l'histoire des statistiques tient sans doute au fait que cet objet est susceptible d'agréger autour de lui des questionnements et des disciplines très diverses. Alain Desrosières, dans un ouvrage intitulé *La politique des grands nombres*⁴², fait de cette position particulière de la statistique la matière de son étude et il tente de construire un regard rétrospectif qui la mette en relief.

L'histoire de la statistique telle qu'elle est conçue par cet auteur peut être lue, pour une part, comme une contribution sur le développement d'une rationalité étatique. Dans ce sens, il aborde la genèse de l'Etat autrement qu'à travers la succession des régimes, des institutions gouvernementales, des luttes politiques, voies fréquemment empruntées par les historiens ou les politologues. Il s'inscrit plutôt dans une réflexion sur les moyens d'action spécifiques dont dispose l'Etat pour contraindre ceux qui lui sont assujettis ou, plus précisément, parmi les travaux qui cherchent à comprendre comment le monopole de la violence légitime s'est concentré dans des institutions étatiques ancrées territorialement.

Un des axes centraux du livre de Desrosières est en effet de montrer comment la constitution du raisonnement et des sciences statistiques n'a pu s'effectuer indépendamment de logiques étatiques. Ainsi, la promotion et le succès de la science statistique sont référés à la nécessité pour les tenants du pouvoir de disposer de moyens de contrôle de la population, mais aussi et de plus en plus d'instruments de gestion, d'aide à la prévision et à la décision. Cette transformation des modes de gouvernement au dix-neuvième et au vingtième siècle, qui voit notamment l'Etat élaborer des politiques dans de nouveaux secteurs, s'est traduite par la création de services particuliers chargés de récolter les informations, de mener des enquêtes, selon des rythmes et des modalités propres à chaque pays. Alain Desrosières retrace de la sorte la progressive mise en place d'une «politique des grands nombres», en insistant sur les divers traditions et contextes sociaux dont elle est issue. Le premier chapitre, consacré à la statistique allemande, à l'arithmétique anglaise et aux manières de procéder en vigueur en France pendant l'Ancien Régime et jusqu'en 1815, pose des repères antérieurs au début du dix-neuvième siècle. Il montre que sous ces étiquettes existent des conceptions diversifiées, voire même opposées du travail statistique, en regard du matériel qui est utilisé (registres de population, tableaux généraux sur l'état d'un pays, enquêtes réalisées par des préfets), de l'importance qui est accordée soit à des données chiffrées soit à des descriptions plus «littéraires» ou encore selon les relations plus ou moins lâches que les entrepreneurs statistiques entretiennent avec la bureaucratie d'Etat. Ces divergences sont précisées dans les chapitres cinq et six, qui traitent plus directement des rapports entre la statistique et l'Etat, en France et en Grande-Bretagne d'une part, en Allemagne et aux Etats-Unis d'autre part. L'intérêt pour les statistiques ne se centre pas dans ces quatre pays sur les mêmes domaines et l'institutionnalisation des statistiques y prend en conséquence des formes variées. En Angleterre, l'attention s'est focalisée sur les problèmes de santé publique et d'insalubrité, alors qu'en France le développement de la statistique s'est opéré à partir des questions économiques comme le travail. Pour la rédaction de ces parties de son ouvrage, Alain Desrosières est évidemment tributaire de la littérature déjà

42 Alain Desrosières: *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993.

disponible sur l'histoire de la statistique dans ces différents pays, ce qui l'amène parfois à mettre l'accent sur des aspects qui ne constituent peut-être pas le centre de son questionnement.

La mise en évidence de ces diversités nationales et, a contrario, celle des nombreuses tendances à l'uniformisation internationale qui traversent depuis le dix-neuvième siècle le domaine des statistiques est une autre dimension sur laquelle Alain Desrosières, à partir d'une histoire de la statistique, donne des indications sur les conditions de constitution des Etats-nations. En effet, la raison statistique, parce qu'elle implique la recherche d'un certain degré de généralisation et la comparabilité des données recueillies en des endroits différents, est au cœur d'un processus d'uniformisation des catégories employées pour décrire le monde social. Le développement des études statistiques est parallèle à la constitution de ce que l'auteur appelle des «espaces d'équivalence» qui, au niveau de l'organisation politique, prennent la forme de cadres nationaux excluant les diversités locales ou nécessitant en tous les cas un minimum de centralisation⁴³. Dès la moitié du dix-neuvième siècle cependant, des exigences de comparaison entre pays sont apparues et des congrès internationaux de statistique ont tenté de définir des recommandations pour homogénéiser les modes de faire des statisticiens. Desrosières ne s'attarde pourtant pas sur ce dernier point, ces réunions internationales étant plutôt évoquées en tant que lieux où les statisticiens ont discuté certains problèmes posés par la constitution de la statistique comme science.

Une des particularités de l'ouvrage recensé ici est en effet qu'il ne décrit pas seulement la prise en charge d'une branche du savoir par des autorités étatiques. Bien au contraire, il s'efforce de tenir compte d'une caractéristique marquante des objets statistiques, à savoir qu'ils participent à la fois d'usages sociaux et de l'élaboration de connaissances, d'outillages scientifiques. Pour l'auteur, la raison statistique doit être rendue dans la complexité de cette dualité si l'on veut comprendre comment ce mode de pensée a réussi à s'imposer pour finalement devenir une manière courante de saisir le réel. La séparation entre une histoire des statistiques qui s'intéresserait seulement à elles en tant qu'elles se sont développées dans un certain contexte social ou qu'elles sont un instrument privilégié de gouvernement – qu'on peut résumer comme une approche externaliste – et une histoire des statistiques qui, au contraire, se pencherait uniquement sur la création et l'affinement progressif des outils d'analyse mathématique – approche internaliste – est dans ce cas particulièrement difficile à justifier. Alain Desrosières prend ainsi méthodologiquement position par rapport à des conceptions divergentes de l'histoire des disciplines scientifiques, ou plus généralement de l'histoire des sciences. Il est d'autant plus conduit à le faire que le type de savoir qui l'intéresse ressort à la fois des sciences sociales et des sciences mathématiques et probabilistes.

L'ouvrage contient donc plusieurs chapitres qui retracent comment au cours de débats et conflits scientifiques se déroulant et se structurant sur la longue durée des instruments de maîtrise de l'incertitude comme les probabilités vont se construire et comment des moyens de rendre compte des régularités et d'effectuer des prévi-

43 Alain Desrosières apporte des précisions sur ce lien entre statistique et espace national et l'actualise dans un article à propos des tentatives de décentralisation des enquêtes qui ont lieu à l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques dans les années 80. Cf. Alain Desrosières: «Le territoire et la localité. Deux langages statistiques», in *Politix* (1993) n° 25, p. 46–58. Dans le numéro de cette revue intitulé «L'imagination statistique», on trouve aussi un compte rendu substantiel de l'ouvrage recensé ici, cf. Georgakakis Didier, p. 153–160.

sions vont émerger. Les controverses autour de la notion d'homme moyen, élaborée par Quételet, qui mettent en jeu la question de savoir que signifie une moyenne et finalement quelle est la pertinence des agrégats réalisés par les statisticiens, sont un des débats sur lesquels se concentre Desrosières. Il insiste ensuite sur l'invention et la diffusion, à partir des réflexions sur les relations entre moyennes et différences, des concepts de corrélation et de régression par le courant qu'on a appelé statistique mathématique anglaise, autour de John Galton et de Karl Pearson principalement. Dans ces deux cas, l'historien cherche à mettre en relation les confrontations qui se jouent entre scientifiques avec les visions du monde qu'elles incarnent et supportent. Il évoque notamment la part prise par les théories darwiniennes et eugénistes dans la constitution d'outils statistiques dont on a aujourd'hui oublié qu'ils ont été produits dans une certaine période et dans un certain état intellectuel.

Au-delà d'un questionnement quant à la manière de faire l'histoire des sciences, *La politique des grands nombres* trouve aussi sa source dans une réflexion sur ce qui est en jeu dans les opérations de classification et sur la signification des catégories et des divisions sociales. Le développement des statistiques implique en effet une mise en forme qui passe par la définition de ce qui est mesuré, quantifié; il repose donc sur l'acceptation de certaines taxinomies, de certaines conventions. Les produits statistiques sont à cet égard révélateurs: ils enregistrent des réalités en même temps qu'ils participent à la constitution de ces réalités. Alain Desrosières, en faisant de cette dualité entre descriptif et prédictif un des fils conducteurs de son argumentation, entend dépasser des problèmes et des critiques auxquelles il a pu être confronté en tant que chercheur à l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE). Ayant collaboré à l'instauration d'une nouvelle nomenclature des catégories socio-professionnelles et ayant été sensibilisé à des approches sociologiques qui font des processus de catégorisation du monde social des objets centraux de leur analyse, il s'est interrogé sur l'histoire des classements ayant trait aux statuts sociaux et aux professions⁴⁴. Il remarque que l'instabilité des catégories employées par les statisticiens est dans les luttes sociales prétexte à des débats sur la «vérité» ou la «fausseté» des statistiques, comme on le constate aussi à propos du dénombrement des chômeurs. Mais comme historien des statistiques, il est essentiel pour Alain Desrosières d'observer que les statistiques sont à la fois «artificielles» et «justes». Elles dépendent en effet de conventions contestées et contestables mais elles prennent corps, elles produisent de la réalité, en d'autres termes elles s'objectivent.

L'aspect innovateur de *La politique des grands nombres* tient à ces multiples tentatives pour faire tenir ensemble des choses qui d'habitude sont séparées, que ce soit des traditions d'analyse antagonistes ou des perspectives différentes sur la consistance du monde social. Dans ce cadre, certaines options prises par l'auteur pour réaliser son projet mériteraient d'être discutées plus précisément.

Muriel Surdez, Lausanne

44 Cf. Alain Desrosières et Laurent Thévenot: *Les catégories socio-professionnelles*, Paris, La Découverte, 1992.